

KOMITÉ POPILE

jik an bout!



Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 / cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

ALIENATION, AUTODENIGREMENT, DIVISION : EXTIRPER CES CANCERS QUI RONGENT NOTRE SOCIÉTÉ

La condition la plus indispensable, pour consolider la cohésion de notre peuple est de mener une lutte sans merci contre ces trois cancers que sont l'aliénation, l'autodénigrement et la division.



Division et aliénations gangrènent tous les peuples puisque, partout, les classes dominantes pratiquent les mêmes méthodes de propagande basées sur la désinformation, la manipulation, et l'endocritinement. Mais, dans notre pays, ces phénomènes prennent une dimension particulièrement tragique. Qui peut imaginer :

- qu'un artiste allemand connu, victime d'une méchante rumeur, ferait une chanson pour dire que « les blancs sont mauvais ! » ?
- qu'un paysan Tunisien qui n'a pas été soutenu par ses voisins dans une difficulté quelconque, répéterait dans tous les lieux publics que « les Arabes ne sont pas solidaires ! » ?
- qu'un australien, confronté à un dysfonctionnement dans le trans-

port public, en prenne prétexte pour prouver que « les australiens sont incapables de diriger leur pays » ?

– qu'un Japonais, à la suite d'un différend avec un employé du service postal lancerait un « coup de gueule » à la radio pour condamner « le mauvais comportement de tous les employés de la poste », concluant ses propos par l'inévitable formule « pèsonn pa ka di ayen*¹ ! » ?

Eh bien ! Tous ces « nèg mové », « nèg pa solidè », « Konplo nèg sé konplo chyen », « Pèsonn pa ka di ayen », cette propension à la division et à l'autodénigrement, sont des symptômes du Syndrome de Lynch*².

C'est ce syndrome qui conduit à jalouser et à dénigrer « les infirmiers et infirmières qui roulent en 4X4 » : ces « Nèg » combattants de la santé qui, palliant le sabotage des services publics par le gouvernement, en ont besoin pour aller soigner nos anciens dans les moindres recoins de campagne.

C'est ce syndrome qui pousse à dénoncer le salaire des cadres, les 40 % des fonctionnaires, les primes

des dockers*³ : Ces « Nèg » compatriotes, généralement maintenus au bas de l'échelle, qui ne sont absolument pas des privilégiés comme on veut le faire croire, réinjectent leurs revenus dans l'économie martiniquaise et connaissent, eux, les réalités du terrain et de notre culture, contrairement aux fonctionnaires et cadres français de passage qui nous sont imposés ! On notera que ceux qui s'acharnent contre les cadres, les fonctionnaires, les dockers et autres chauffeurs de taxi Martiniquais, ne questionnent à aucun moment les revenus considérables des banquiers, des assureurs, ou des maîtres de l'import export. Pire !

Quand on leur parle de richesses détenues par des békés, ils les estiment normales et méritées, vous reprochant d'être envieux !

C'est ce syndrome qui pousse aveuglément à radoter que « nèg pa solidè » : ces « Nèg » courageux aidants familiaux – 10.000 de nos compatriotes qui sacrifient leur vie professionnelle et familiale, leur santé, pour accompagner des personnes en souffrance, ces « Nèg » bénévoles qui par dizaines de milliers encadrent les associations

sportives, culturelles, intergénérationnelles et caritatives.

Nul ne peut nier que les propos d'autodénigrement sont quotidiens, omniprésents et ancrés dans notre société martiniquaise ! Cette profonde aliénation qui gangrène notre peuple doit impérativement être traitée pour que nous puissions accéder à l'émancipation et à la souveraineté

Hélas, cette tâche est rendue plus difficile par le fait que des gens qui se croient investis du rôle d'indiquer au peuple « le chemin de la rupture », sont eux-mêmes gangrenés par le syndrome de Lynch.

– Ils se disent rejeter « *les paradigmes*^{*4} *occidentaux* », mais ils reproduisent ceux-ci

dans tous leurs aspects essentiels. En effet, leur pratique s'appuie sur le paradigme suivant : « C'est l'intellectuel qui connaît ; c'est l'élite qui sait ; c'est le petit groupe initié qui a autorité pour décréter ce que doit faire le peuple et excommunier les militants qui ne partagent pas la vision professée ! »

On a, là, des manifestations évidentes de l'aliénation.

Mais, en poussant l'analyse des thèses que ces nouveaux guides développent, on se rend compte que :

– premièrement, elles s'inscrivent dans le paradigme des penseurs de la bourgeoisie occidentale qui ont arbitrairement distingué des « races » auxquelles ils ont attribué des potentiels – ou des tares- intrinsèques. Sauf que les « civilisateurs blancs » sont remplacés par « *les noirs et les africains qui sont à l'origine de toutes les inventions humaines majeures, les « blancs » n'ayant fait que se les approprier* »^{*5}.

– deuxièmement, ces thèses sont complètement compatibles avec celles de la bourgeoisie occidentale qui nie la réalité de la lutte des classes. Elles sont au même diapason pour exprimer leur aversion à l'égard du marxisme.

Les paradigmes alternatifs qui doivent fonder notre action sont à l'opposé. Ce sont, notamment, ceux propres aux civilisations des peuples africains et ceux des premiers occupants de notre région. Le monde y est conçu comme un ensemble où tous les

éléments sont en interaction. On y constate que le pouvoir et l'autorité sont délégués et acceptés par l'ensemble du corps social, la culture du partage et du consensus étant la garantie de l'harmonie^{*6}.

Voici, précisément, les bases, les paradigmes sur lesquels nous devons nous appuyer pour nous émanciper.

On comprend bien que, plutôt que jouer aux juges et aux donneurs de leçons, chacun devrait, humblement, chercher à se défaire de toute aliénation et à connaître les réalités que vivent les différentes composantes de notre peuple. Car, il est indéniable que ceux qui se complaisent dans la pratique du dénigrement et de la division au sein de notre peuple sont des soutiens objectifs, sinon des complices, des colonialistes et des maîtres du système.

Il ne sera jamais possible de combattre victorieusement la puissante férocité des impérialistes et des multinationales sans s'appuyer sur l'union la plus large et la plus loyale de tous ceux qui y sont opposés. Cela, nous le savons tous pertinemment !

^{*1} Personne ne dénonce les faits.

^{*2} Cette forme d'aliénation spécifique à notre société a été identifiée au cours de nos travaux. Le document de présentation peut être téléchargé sur www.jikanbouttv.com.

^{*3} C'est au prix de dures luttes que les fonctionnaires Martiniquais ont pu mettre fin aux discriminations salariales qui existaient en faveur des Français : Ex. 3 mois de grève en 1953 !

^{*4} Il s'agit de la manière de concevoir le monde, de voir les choses et d'interpréter les situations qui s'appuie sur un modèle théorique et une base définie.

^{*5} Quiconque a étudié complètement et sérieusement l'histoire de l'humanité admettra que, d'une part, tous les peuples, quels que soient leur ethnie ou leur espace géographique de vie, ont été porteurs d'inventions, de valeurs et d'avancées positives mais que, d'autre part, des valeurs et des comportements rétrogrades et destructeurs habitent également tous les peuples tout le temps où ils sont imprégnés de l'idéologie des classes dominantes, dans un contexte où les institutions correspondant à des situations passées s'opposent aux avancées progressistes.

^{*6} Quand on pense que les Européens se présentent comme les inventeurs de la « démocratie » !



INITIATIVES ALTERNATIVES

Haïti ne souffre d'aucune malédiction !

C'est la conclusion qui a été scientifiquement établie à l'issue du Colloque organisé par le Comité Devoir de Mémoire sur le thème : « Haïti, chronique d'une présumée malédiction ... au profit de qui ? »



Les travaux se sont déroulés les 26 et 27 octobre 2018 à l'amphi Hélène Sellaye du campus de Schoelcher. Les communications présentées par cinq intervenants Haïtiens de grande valeur, bien ancrés dans les problématiques de leur pays dont quatre avaient été invités par le Comité Devoir de Mémoire, le cinquième vivant en Martinique, et par deux intervenants, membres du Comité Devoir de Mémoire ont contribué à une meilleure compréhension de la complexité de la société haïtienne. Ils ont aidé à déconstruire les préjugés qui l'accablent et invité à construire une posture solidaire à l'égard d'un peuple frère, celui de la République d'Haïti. Les contributions, de haute tenue, introduisant les débats ont été présentées par :

- Sabine LAMOUR, docteure en sociologie : « *Le 3 avril 1986, histoire d'une mésentente entre Hommes et Femmes* »

- Docteur Serge Châlons, vice-président du Comité Devoir de Mémoire qui traitait de « *Haïti et l'incapacité de justice : un élément majeur du mal être et du mal développement !* ».

- Christian Jean-Etienne, géographe et président du Comité Devoir de Mémoire de Martinique : « *Haïti au carrefour des catastrophes naturelles* ».

- Frédéric Gérald Chery, Docteur en Sciences Économiques : " *L'éducation en Haïti, un privilège des nantis ou une chance pour le peuple ?* " sous-titre « Une éducation calquée sur l'imaginaire colonial et un souhait du développement jamais pensé »

- Delide Joseph, Historien, Recteur de l'Université Publique du Nord Cap Haïtien, professeur à l'Université d'Etat d'Haïti : « *Penser la construction de l'Etat haïtien. Participation et engagement des intellectuels XIXème – XXème siècle* ».

- Dr Max Casimir, militant de longue date de la cause haïtienne dans la diaspora : « *Haïti, de 1804 à l'occupation américaine* ».

A signaler également la projection du film de Mario L. Delatour : « *De Quisqueya à Haïti : Où sont passés nos arbres* » dans lequel il est démontré avec fortes illustrations que contrairement aux idées reçues, Haïti possède de magnifiques forêts avec des paysages de verdure exceptionnels dont la plus célèbre reste la forêt des pins située au sud-est du pays.

La dernière séance a été consacrée à une table ronde au titre riche d'optimisme : « Les défis à relever pour un Pays qui espère ». Celle-ci a permis de riches échanges entre le public et les invités Haïtiens.

En conclusion, les travaux de ce colloque ont établi scientifiquement que : **Haïti ne souffre d'aucune malédiction !**

A retrouver l'intégralité du compte-rendu sur www.jikanbouttv.com en attendant la publication annoncée des actes du Colloque.

Contact Comité Devoir de Mémoire :



Aux USA, les petites filles peuvent se marier dès l'âge de 10 ans

En politique extérieure, les USA condamnent le mariage des mineurs comme une violation des droits de la personne humaine. Pourtant, la grande majorité des très chrétiens Etats composant cette fédération autorise le mariage des petites filles. Pourtant, les bonnes consciences occidentales font tout pour persuader l'opinion que cette pratique inacceptable est l'apanage de l'islam et de peuples du tiers-monde. Jik An Bout vous propose des extraits d'un article de Kathleen Wuyard paru sur le site www.flair.be. (2 novembre 2017)



Cette enfant de 11 ans a été forcée d'épouser son violeur...aux USA

« (...) Aux USA, certains enfants de 10 ans seulement ont pu se marier grâce à des lois incomplètes, faciles à contourner. Et si la mariée la plus jeune n'avait que 10 ans, il ne s'agit là que d'une des 207 468 mineurs d'âge qui se sont mariés aux Etats-Unis entre 2000 et 2015.

Un chiffre d'autant plus effrayant qu'il ne couvre qu'une partie de la réalité, certains Etats ayant fourni des statistiques incomplètes voire même ayant carrément refusé d'en donner. Et on les comprendrait presque, quand on se rend compte à quel point les statistiques fournies sont glaçantes.

87% des mineurs à s'être marié durant ces 15 ans sont des filles, avec la majorité d'entre elles âgées de 16 ou 17 ans. Mais s'il s'agit là

d'un âge déjà très jeune pour se dire oui pour la vie, qu'en est-il de ces trois fillettes du Tennessee âgées de 10 ans et qui ont été mariées en 2001 à des hommes âgés de 24, 25 et 31 ans? D'autant que ces mariages pédophiles transcendent les sexes: toujours dans le Tennessee, un garçon de 11 ans seulement s'est marié à une femme de 27 ans en 2006. Pour rappel, ces mariages ont lieu dans un pays qui interdit les Kinder, les jouets étant jugés trop dangereux pour les enfants. Les mariages à des adultes ayant le double de leur âge, pas, visiblement.

Et parfois, la différence d'âge se chiffre en décennies, une ado de 14 ans ayant été mariée à un homme de 74 ans dans l'Alabama tandis

qu'une jeune fille de 17 ans a épousé un homme de 65 ans dans l'Idaho. Des mariages qui touchent principalement des enfants venus de milieux pauvres et ruraux, et contre lesquels des associations telles que Unchained at Last se battent. Mais le combat reste long: en mai dernier, Chris Christie, le gouverneur du New Jersey, a refusé d'approuver une loi qui aurait fait de l'Etat le premier à interdire les mariages entre mineurs d'âge. Motif: il ne s'agirait pas d'aller à l'encontre des pratiques religieuses des citoyens. God Bless(e) America... »



« Campagne mondiale pour les semences, un héritage des peuples au service de l'humanité »

A l'occasion de la journée internationale d'actions pour la souveraineté alimentaire des peuples et contre les multinationales, « Via Campesina » relance la « Campagne mondiale pour les semences, un héritage des peuples au service de l'humanité ». Ce mouvement coordonne des organisations de petits et moyens paysans, de travailleurs agricoles, de femmes rurales, de communautés indigènes d'Asie, des Amériques, d'Europe et d'Afrique. Il compte des millions de membres. Nous vous proposons le communiqué publié à cette occasion. (Source : <http://viacampesina.org:fr>)



« Les semences paysannes sont un patrimoine des peuples au service de l'humanité. Elles sont la base de la production alimentaire mondiale et permettent aux paysannes et paysans de produire et aux consommateurs et citoyens de trouver une alimentation saine et diversifiée. Elles nous permettent de résister, maintenir nos cultures ancestrales et défendre notre identité paysanne. Or, ces graines de vie sont menacées par les politiques semencières des pays riches, les accords de libre-échange et l'agribusiness. Sous prétexte "d'améliorer" la produc-

tivité des semences, l'agribusiness a créé un système semencier néolibéral qui a homogénéisé, appauvri et monopolisé les semences, provoquant la perte des trois quarts de la diversité semencière et annihilant une diversité que les peuples – grâce aux travaux des paysannes et paysans – avaient mis 10000 ans à générer.

Trois entreprises, Monsanto-Bayer, Syngenta-ChemChina et Dupont-Dow, contrôlent plus de 50% des semences commerciales dans le monde – de plus en plus souvent des semences génétiquement modifiées afin de résister aux herbicides et produire des insecticides. Sous l'impulsion de l'OMC, de la banque mondiale et du FMI, et au travers des accords de libre-échange ainsi que des lois brevetant les semences et protégeant les droits des obtenteurs, comme les normes UPOV, ce système semencier n'autorise que la circulation de ses propres semences, criminalisant la sauvegarde, l'échange, le don et la vente des semences paysannes locales.

La situation est telle que les paysans et les paysannes ont perdu

beaucoup de leurs semences locales, sont mis en prison pour la défense et l'échange de leur patrimoine semencier, et risquent les rafles et la saisie de leurs graines. La biodiversité est détruite par l'utilisation d'engrais chimiques, de semences hybrides et d'organismes génétiquement modifiés développés par les entreprises multinationales. Les citoyennes et citoyens ont difficilement accès à une alimentation saine, diversifiée et bonne pour leur santé.

La Via Campesina et ses alliés se battent pour changer la donne. Partout dans le monde, La Via Campesina et ses organisations membres multiplient les efforts de formation, d'éducation, de soutien mutuel et d'échange des semences. Nous nous battons pour que les lois nationales et les traités internationaux garantissent les droits des paysans de conserver, utiliser, échanger, vendre et protéger leurs semences contre la biopiraterie et les contaminations génétiques, nous rédigeons des livres sur l'histoire des semences, réalisons des études et des cartographies.

Nous fondons aussi des écoles d'agroécologie et organisons des foires d'échange de semences paysannes. Nous exerçons notre droit d'autodétermination pour sélectionner les variétés de semences que nous voulons planter et rejeter les variétés dangereuses économiquement, écologiquement et culturellement. Ce sont des droits affirmés par le Traité International sur les Ressources Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture et par la Déclaration des Nations unies sur les droits paysans qui vient d'être adoptée par le Conseil des Droits de l'Homme à Genève. C'est également le seul moyen de garantir une alimentation saine aux citoyens, la préservation de la biodiversité et l'atteinte de la souveraineté alimentaire.

C'est dans cet esprit que nous avons lancé en 2001 à Rome la **Campagne Internationale des Semences Paysannes, patrimoine des peuples au service de l'humanité**, dans l'objectif de

promouvoir la récupération des systèmes traditionnels de conservation, d'entretien et d'échange des graines locales et les droits collectifs inaliénables des paysans sur leurs semences. En ce **16 octobre 2018, à l'occasion de la journée mondiale d'Action pour la souveraineté alimentaire des peuples et contre les multinationales, nous relançons cette campagne** et l'action « Adoptez une semence ».

Nous appelons chaque agriculteur, famille paysanne ou communauté à s'engager dans l'adoption d'une variété de semences végétale ou animale, à devenir le gardien de cette semence, en assurant sa propagation, sa reproduction et sa distribution et s'engager dans la défense collective de ses droits de les utiliser, les échanger, les vendre et les protéger. Nous créerons ainsi un grand réseau de semences paysannes permettant de sauver celles qui sont devenues rares et d'étendre la production

vers la souveraineté alimentaire des peuples.

En adoptant une semence, les familles paysannes préservent leur identité et leur territoire et affirment leur mode de vie paysan. Elles revendiquent la mémoire historique et la culture ancestrale de la gestion des semences, en promouvant une agriculture écologique urbaine et rurale qui reproduit le miracle des semences et des aliments plus nombreux et de meilleure qualité, goût et valeur nutritionnelle. Aucune mesure gouvernementale ne peut limiter les droits collectifs des paysans d'utiliser d'échanger et de vendre leurs des semences. Le consentement libre entre paysannes et paysans devrait être appliqué sans restriction.

Sans semences, il n'y a pas d'agriculture ; sans agriculture, il n'y a pas de nourriture ; et sans nourriture, il n'y a pas de peuples. Nous nourrissons nos peuples et construisons le mouvement pour changer le monde !

(*) Proverbe créole : littéralement « La barbe de ton voisin s'est enflammée, arrose la tienne. »

PAWOL FONDOK

*« Un des grands penseurs africains que j'aime beaucoup, Joseph Ki-Zerbo, dit :
" Dormir sur la natte des autres, c'est comme dormir par terre." Il a raison.
Nous ne pourrons jamais nous tirer d'affaire tant que nous devons compter
sur les autres pour nous protéger. »*

Aminata Traore



KANAKY sera indépendante !



Les résultats du référendum organisé sous l'égide de la puissance coloniale*¹ sont loin d'être ceux que celle-ci attendait : 56,7% des voix pour le non, 43,3% pour le oui. Tous les médias occidentaux annonçaient que le « non » l'aurait facilement remporté avec plus de 70% des suffrages. En effet, les colons Français arrivés massivement - depuis qu'en 1973 Pierre Messmer avaient donné la directive de les introduire afin d'endiguer la poussée indépendantiste - participaient à ce prétendu processus d'autodétermination. Sur place, les colons s'avouent déçus du résultat et veulent empêcher les prochaines consultations. En effet, les Kanaks, dans leur écrasante majorité, ont clairement exprimé leur volonté d'accéder à la souveraineté. Les médias ont reconnu que la plupart de ceux d'entre eux qui ont voté « non », se disent indépendantistes de cœur mais qu'ils estimaient que le moment n'était pas encore venu. Certains prétendent que les futurs référendums prévus par les « Accords de Nouméa » ne changeront

pas la donne. Ils se trompent lourdement.

La France aura de plus en plus de mal à conserver le statut de « grande puissance » qui lui permettait d'imposer sa domination coloniale. Ceci pour deux raisons : d'une part, la politique menée par ses gouvernements en faveur des multinationales et de la finance ébranle l'ossature de l'Etat National français et d'autre part, malmenée par le tuteur Etasunien devant lequel elle accepte de s'agenouiller, l'Union Européenne dont la France est membre est entrain de se déliter.



Sur la carte, les régions où le « oui » l'a remporté sont en marron, celle où se concentre le « non » en bleu. C'est l'occasion de faire un peu d'histoire : le 22

décembre 1974, l'Etat colonial Français organisait un autre référendum d'autodétermination aux Comores. La majorité du peuple Comorien a voté à 94,57 % pour l'indépendance. Le « non » n'obtenant que 5,43 %. Sur l'île de Mayotte, partie intégrante de l'archipel, le « non » avait atteint 63,22%. La France, en violation flagrante de l'article 6 de la déclaration de l'ONU*² a imposé le maintien de sa domination sur cette île. Cela n'est pas accepté par la communauté internationale mais ne l'a pas empêché d'en faire un « département » où elle organise la chasse aux autres Comoriens, les qualifiant d'immigrés « illégaux ». La question est la suivante : la France envisage-t-elle le même « partage » territorial en Kanaky pour « respecter les résultats » ?

*¹ Voir analyse de Gaël ROBLIN sur www.bretagne-info.org/ et article de Raphaël Constant " Montray Kreyol" intitulé : "la supercherie de la consultation du 04 novembre"

*² Résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale en date du 14 décembre 1960



Le Peuple Martiniquais n'a jamais cessé de lutter ! (3/4)

Certains se sont donnés pour mission de dénigrer notre Peuple. D'autres, par ignorance, contribuent à divulguer leurs contre-vérités démobilisatrices. Contre eux, nous devons diffuser massivement cette vérité : Le Peuple Martiniquais n'a jamais cessé de résister contre l'oppression. Nous reprenons des éléments chronologiques extraits de la brochure « Notes sur les luttes de la classe ouvrière et le développement du mouvement communiste de Martinique » éditée par notre mouvement en 1972.*



La « Marche de la faim » du 11 février 1935

Partie 3 : La période de 1921 à la seconde guerre mondiale

Mai 1921 : Conflit dans les usines de Rivière-Salée. Les gendarmes interviennent et escortent le sucre de Simon HAYOT contre rétribution.

Février 1923 : grève dans les secteurs Lorrain, Sainte-Marie, Trinité. 2 grévistes tués (Flavius Dantes et Marlacy) et 3 blessés le 10 février près de Bassignac.

Grève des Charbonnières de la Compagnie Générale Transatlantique.

3 mai 1925 : Elections sanglantes : les « Forces de l'ordre » assassinent 2 dirigeants socialistes à Ducos (Zizine et Désétages). Au Diamant, elles tirent sur la foule faisant 12 morts et de nombreux blessés.

Mai 1931 : grève des salariés de la boulangerie, des chaudronniers et mécaniciens de la Cie GT.

12 Janvier 1934 : Le gérant du journal « Justice », après avoir échappé à deux attentats est assassiné sur l'ordre d'un grand propriétaire foncier dont il avait dénoncé les trafics.

Février 1935 : Mouvement des travailleurs agricoles contre une baisse des salaires. 2000 d'entre eux se massent devant le palais du gouverneur. Le maire Victor Sévère s'interposent entre les

gendarmes et les manifestants appelés à se disperser.

18 Février : manifestation des ouvriers terrassiers à Saint-Pierre qui sera suivie de l'arrestation de l'ouvrier Bray.

Septembre 1936 : On note deux grèves des dockers et une grève des boulangers.

Octobre 1936 : grève des ouvriers industriels de la région de Trinité.

Septembre 1936 : grève des marins navigateurs. A noter le soutien des Norvégiens et Américains employés sur les bateaux ainsi que des dockers. Les grévistes sont attaqués à coups de gaz lacrymogène.

9 octobre 1936 : Les gendarmes occupent les ateliers du service technique de la Transat. Les ouvriers refusent de travailler. Ils seront licenciés en grand nombre.

Octobre-novembre 1936 : grève des ouvriers d'usine (Tri-

nité, Robert, François Marin, Lamentin)

Novembre 1936 : grève des employés de l'imprimerie et des établissements Hubert. Manifestation des ouvriers du bâtiment.

Mars 1937 : grève des travailleurs agricoles de Sainte-Marie. 1 gréviste est condamné à 8 mois de prison. Mouvement des dockers au Lamentin. 9 ouvriers arrêtés sont relâchés sous la pression des manifestants. Grève des ouvriers agricoles à Gradis et à Vivé.

1 mai 1937 : 8000 manifestants défilent en scandant « Faites payer les riches ! » « Vive le Front Populaire ! Vive Léon BLUM ! »

Juillet 1937 et Mars 1938 : grève des marins.

Juillet 1938 : grève des ouvriers des services techniques de la Cie GT. Grève des salaires des ouvriers agricoles de « Grand Fond » au François.

(Cette pratique de lutte traditionnelle consistant à refuser de percevoir les salaires insuffisants dans les conditions de misère que l'on connaît, traduit la grande dignité des travailleurs Martiniquais.)

Pendant la guerre 39-45 : les documents manquent sur les conflits sociaux internes. Le courage du Peuple Martiniquais s'est exprimé à travers la « dissidence ». Un grand nombre de nos compatriotes passaient clandestinement par les îles anglophones pour gagner l'Europe et participer à la guerre contre le fascisme pendant que, sur place, se préparait une insurrection contre la dictature vichyste de l'Amiral Robert. En 1942, le Colonel Tourtet et le Capitaine Manuel le dressent avec leurs troupes et le soutien de la population, contraignant l'Amiral Robert à abandonner le pouvoir et à s'en aller.

(A suivre)

SUGGESTION DE LECTURE

☞ <https://www.alainet.org/ Etats-Unis / La censure des médias alternatifs sur Facebook n'est « que le commencement » par Max Blumenthal, Jeb Sprague-Silgado>

☞ <https://www.legrandsoir.info / Services publics : une évolution qui exclut et éloigne du « partout et pour tous » par Jean-Marc GARDES>



AGENDA



Les Comités Populaires et le CNCP
vous invitent tous et toutes aux réunions publiques d'échange
qu'ils organisent sur le thème :

**« Quels moyens avons-nous de lutter
contre les injustices et les inégalités ? »**

Prochains rendez-vous :

Vendredi 23 Novembre 2018 à 18h00
Bourg de Fonds Lahaye – près de l'école maternelle
(Contact 0696.41.41.32)

Samedi 24 Novembre 2018 à 19h00
Front de mer du Bourg des Trois-îlets
(Contact 0696.40.04.68)

N.B. : Si vous le souhaitez, nos militants peuvent participer à vos côtés
à l'organisation de réunions sur ce thème dans vos quartiers. (Contact : 0696.332.632)

« Nou ja pijé asé, an nou maté kat-la ! »



www.jikanbouttv.com



A découvrir :

**Division, aliénation
&
Syndrome de Lynch**

Pour nous contacter : jikanbouttv@gmail.com



Ce journal vous a été offert par le C.N.C.P
(Conseil National des Comités Populaires)

